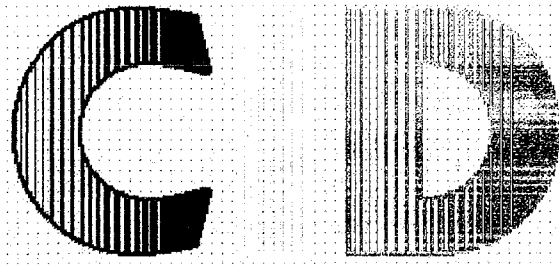


1997 - 277



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

**La situation géopolitique en Méditerranée
à l'aube du 21ème siècle et ses
implications pour la France.**

Division A

Groupe 4

CES de Marisy

PLAN

1 / Un espace traversé par de nombreuses crises régionales.

11 / Un bref rappel historique

12 / Le défi démographique

13 / Le défi économique

14 / L'intégrisme islamiste

2 / Mais aussi nationales.

21 / La crise en ex-Yougoslavie

22 / Une Turquie entre Europe et Islam

23 / Une Algérie au bord du gouffre

24 / Un processus de paix en panne au Moyen-Orient

25 / Les ingérences externes

3 / Des tentatives de coopération.

31 / A la recherche d'une unité

32 / L'action de l'UE

4 / La position française

41 / Un savoir-faire au service de l'Europe

42 / Des moyens d'action adaptés

43 / Un renouveau de sa politique dans la région

44 / La France : Pilier de l'Europe en Méditerranée.

ANNEXES

Cartes 1 et 1 bis : Taux de natalité en 1994

Carte 2 : Taux de migration en 1994

Carte 3 : Indicateur synthétique de fécondité 1994

Carte 4 : PNB par habitant 1993

Carte 5 : Croissance estimée du PIB 1994

INTRODUCTION :

« Il n'est pas de puissance rêvée dans l'histoire du monde qui n'ait cherché à se contempler sur les rivages de la Méditerranée ». Cette citation du président François Mitterrand dans « *Une Méditerranée pour la paix* » illustre parfaitement le poids qu'a eue cette région du monde et l'attraction qu'elle a toujours inspirée.

Sur une carte, la Méditerranée apparaît comme un étroit corridor maritime presque fermé de 3 millions de km² appelé à très long terme à disparaître du fait du rapprochement des plaques géologiques africaine et européenne.

Le monde méditerranéen dans lequel l'Espagne, l'Italie et la France baignent leurs pieds s'arrête à la limite de la culture de l'olivier, arbre précieux qui craint le gel. Il est représenté par deux bassins géologiques nettement circonscrits. Le bassin oriental délimité par l'Adriatique à l'Ouest englobe les pays balkaniques, le Levant, le Proche et le Moyen-Orient. Cette région est écartelée en trois pôles : les Balkans sont tournés vers l'Europe alors que les Proche et Moyen-Orient sont attirés à la fois par les Etats-Unis et la péninsule arabique. Cette région ne présente aucune unité, elle est en proie à de nombreux conflits. En son sein quatre pays ont une stature de puissance régionale : Israël, la Syrie, l'Irak et la Turquie. A contrario, le bassin occidental auquel il convient d'ajouter la Mauritanie et la Libye, apparaît comme une entité plus homogène, sans puissance dominante et fortement attirée vers l'Europe. Une fois définies les limites géographiques de cette étude, nous pouvons tenter de faire l'état géopolitique de cette région à l'aube du 21ème siècle et étudier quel rôle y joue la France.

L'importance géopolitique mondiale de la Méditerranée, bien que déclinante par rapport aux siècles passés, reste d'une importance capitale pour l'Europe qui y trouve les premiers obstacles sur la route de son indépendance en politique extérieure. La France, par une longue pratique historique et une position géographique privilégiée, peut trouver là un terrain d'action favorable non seulement pour conforter sa place d'état majeur de l'Union Européenne mais aussi pour devenir le pilier de la diplomatie européenne dans cet espace.

Après avoir mis en valeur les crises régionales puis nationales qui traversent cet espace, les multiples tentatives de coopération seront développées, puis sera étudié le rôle joué par la France en Méditerranée.

* * *

1 / Un espace traversé par de nombreuses crises régionales.

De nombreux problèmes régionaux parcourent l'espace méditerranéen néanmoins cette étude se limitera aux problèmes démographiques, économiques et à la montée de l'intégrisme islamiste qui représentent ses principaux défis. Auparavant replaçons l'espace méditerranéen sera replacé dans le contexte géopolitique mondial.

11 / Un bref rappel historique :

La Méditerranée a constitué à travers les âges un extraordinaire champ d'échanges, humains, culturels, spirituels, économiques. Elle a aussi été le théâtre de nombreux

conflits et n'a trouvé la paix que lorsqu'elle a été soit dominée par une puissance régionale soit placée au milieu d'un conflit entre deux puissances équilibrées.

Du 16ème au 19ème siècle l'importance de la Méditerranée a été éclipsée par la grande aventure des Amériques. Puis au 19ème siècle une cassure apparaît entre le Nord et le Sud quand les Européens développent les moyens techniques et financiers qui leur permettront la conquête du monde. C'est en 1869 que la Méditerranée prend une dimension stratégique nouvelle grâce au canal de Suez. Par la suite elle devient le lieu de passage privilégié vers les Indes et dès 1914 vers le pétrole du Moyen-Orient. A l'issue de la deuxième guerre mondiale la Méditerranée devient une zone de confrontation entre la VI^e flotte américaine et « l'Eskadra » soviétique. Pendant trente ans elle a vécu sous la domination des deux grands qui n'ont jamais cherché à régler en profondeur les conflits qui s'y déroulaient.

Offrant l'exemple d'une grande diversité de situations, d'ethnies et de cultures la Méditerranée est une zone d'affrontements probables à base d'incompréhension mutuelle, d'agressivité et de peurs historiques. Cependant des liens de toutes natures ont été tissés au cours de l'histoire. Les cultures se sont entrechoquées, mais elles n'ont cessé de s'influencer. Avec l'histoire, des interdépendances sont nées. Elles ont donné naissance à diverses formes de coopération soit bilatérales, soit multilatérales poussant les pays riverains de la Méditerranée à prendre de plus en plus conscience des domaines d'intérêt et de complémentarité qui les lient entre eux. Aujourd'hui cependant le complexe du colonisateur et du colonisé continue de dominer le fonds culturel entre les deux rives. La Méditerranée se retrouve sans « mentor » et devient donc le théâtre de très nombreux conflits internes et externes entre ses deux rives. Mais sa vocation de mer-lien ne peut être occultée tant les cultures se sont métissées au cours de l'histoire et d'autant plus qu'aujourd'hui l'empreinte européenne reste omniprésente.

Les oppositions d'aujourd'hui ne doivent cependant pas être sous-estimées et limitées aux tensions entre le Nord et le Sud car demeurent des tensions et conflits locaux susceptibles de déstabiliser les zones qui sont à leur voisinage. Ainsi l'ex-Yougoslavie peut déstabiliser les Balkans, l'Algérie ses voisins du Maghreb.

Maintenant, il est possible de faire ressortir les grands défis régionaux de cette Méditerranée.

12 / Le défi démographique : (cartes en annexe)

La démographie a toujours constitué un merveilleux témoin des sociétés. Aujourd'hui elle témoigne d'un déséquilibre croissant entre le Nord et le Sud de la Méditerranée et engendre des mouvements de population très importants.

Tout d'abord les pays du Sud se montrent beaucoup plus dynamiques que ceux du Nord en terme de croissance des populations. En 1950, l'Europe des douze représentait environ 9% de la population mondiale, aujourd'hui elle avoisine seulement les 5%. Pendant ce temps les pays du Sud ont eu une croissance généralement incontrôlée et inégale selon les pays. Pour la Tunisie le taux de croissance atteint les 2,4% tandis qu'en Syrie il dépasse les 3,6%. Cette croissance démographique du Sud tend à engendrer une diminution du poids humain du Nord et une inversion de l'actuelle dissymétrie au profit du Nord. Elle s'accompagne d'un rajeunissement très grand de la population. L'âge moyen des populations du Nord est de 34 ans alors que celui du Sud est de 16 ans. Ces problèmes démographiques

sont un frein au développement économique et créent des problèmes sociaux et politiques.

La démographie en Méditerranée est aussi caractérisée par des mouvements migratoires très importants. Alfred SAUVY disait « **si les richesses ne vont pas là où sont les hommes, les hommes vont naturellement là où sont les richesses** ». Les migrations des pays du Sud vers l'Europe développée commencent, dans le cas de l'Algérie, dans les années 20, pour le Maroc et la Tunisie dès leur indépendance. Mais aujourd'hui les mouvements provenant des pays de l'Est s'accroissent notamment de Yougoslavie et de Turquie vers l'Allemagne. Les raisons en sont soit sociales, soit culturelles, soit économiques. Force est de constater que la partie Sud de l'Europe (France, Espagne, Italie) est une des trois zones de la planète à forte pénétration des courants migratoires du Sud vers le Nord. Entre 1990 et 2000, la population devrait augmenter de 1% en Europe méditerranéenne mais de 3% en Tunisie, au Maroc et en Algérie. Si on considère les taux de chômage existants, on peut se rendre compte de l'envergure du problème à la racine de l'émigration, tous les pays du bassin sont exportateurs de main d'oeuvre sauf la Libye et Israël. De plus l'émigration abandonne son caractère temporaire pour devenir durable. L'émigration du travailleur seul est remplacée par l'émigration familiale. Face à ce problème, les pays de l'Union Européenne (UE) ont entamé un processus de fermeture des frontières. Plus récemment, les accords de Schengen ont tenté d'homogénéiser la politique des visas, mais les effets sont peu visibles car l'émigration est un acte toujours économique, parfois culturel, de gens à la recherche d'un modèle idéalisé longtemps diffusé et non partagé.

13 / Le défi économique (cartes en annexe)

L'univers se mondialise et tend à s'organiser autour de grands ensembles. Les pays méditerranéens ont donc un intérêt majeur à s'engager dans une coopération leur permettant de développer les échanges entre eux. Mais les déséquilibres entre les deux rives sont des obstacles importants. Néanmoins, les échanges sont d'ores et déjà très fournis et atteignent 493 milliards de dollars par an. L'Europe est le fournisseur et le client privilégié de la plupart des pays méditerranéens. A ces chiffres il est possible d'ajouter 71 milliards de francs provenant du transfert des revenus des immigrés vers leur pays d'origine.

Ces chiffres optimistes ne réussissent cependant pas à masquer les différences grandissantes entre les deux rives.

Un grand écart de PIB existe entre les pays du Nord et ceux du Sud. Sa valeur moyenne pour les pays méditerranéens est d'environ 6380 dollars par habitant mais cache aussi de très grandes disparités. Il est d'environ 778 dollars pour les pays du MACHREK, de 1903 dollars pour ceux du MAGHREB, de 2370 dollars pour le Proche-Orient mais de 13568 dollars pour l'UE, soit un écart de 1 à 18 entre l'Europe et les plus défavorisés du sud. Une telle disparité impose de développer des politiques pertinentes pour susciter un partenariat très étroit entre la zone sud et la zone nord. La croissance démographique des pays méditerranéens du sud devrait engendrer des demandes accrues et ainsi élargir le marché des produits européens mais cela n'est pas suffisant. Seule une politique généreuse de coopération parviendra à réduire les inégalités et à faciliter les échanges.

Les principes d'une telle coopération ont été édictés par la conférence de Barcelone de novembre 1995 à laquelle il sera fait référence plus avant dans cette étude. Il s'agit de la création d'une zone de libre échange entre l'Europe et les pays du sud.

Sa traduction concrète met à la disposition des pays du Sud une somme de 4,7 milliards d'écus pendant la période 1995-2000 pour favoriser le commerce dans la région. Les relations économiques avec la rive Sud sont tributaires de la proximité géographique mais aussi des centres d'activité, des responsables qui les animent et de la situation interne de leur pays.

Au Maroc et en Tunisie, la stabilité apparente est obtenue grâce à une conjoncture économique favorable mais aussi grâce à une répression efficace. La Libye est fragilisée par l'embargo. L'Égypte est sous perfusion américaine. Les pays méditerranéens de l'UE pèsent plus de 15% du commerce mondial alors que la quinzaine d'autres n'atteint même pas 3%.

La situation économique de ceux-ci est donc, du fait de leur manque de dynamisme, l'obstacle principal dans les relations entre les deux rives méditerranéennes. La conférence de Barcelone, dont le but était de faciliter l'émergence d'un espace privilégié d'échanges économiques ne connaît pas encore de résultats probants.

14 / L'intégrisme islamiste.

Le dernier grand défi de la Méditerranée est celui de l'intégrisme islamiste. Dans tout le bassin méditerranéen, cette « sensibilité » se manifeste et tend à devenir une donnée structurelle de la sociologie politique et de la culture des peuples méditerranéens. Cet extrémisme est la résultante d'une manifestation de peur par rapport à la modernité, une tentative de résistance par rapport à une hégémonie culturelle de l'Occident, une expression politique du désespoir.

Dans le domaine culturel l'existence d'un rapport de forces à l'échelle mondiale favorable à l'Occident et la prééminence du modèle américain ne peuvent être niées. Les fondamentalistes sont conscients de la faiblesse de leur pays face à l'Occident et ont compris le rôle qu'ils pouvaient tirer de la culture. Leur objectif est l'édification d'un Etat islamique qui ne connaît ni démocratie, ni droit de l'homme, ni laïcité. Ce projet prévoit la mise en place d'un Etat totalitaire. La démocratie est un modèle occidental, donc rejetée et les droits de l'homme n'existent pas dans la religion musulmane. Tous les pays de l'espace méditerranéen sont concernés par ce problème. Les politiques des gouvernements pour y faire face sont différentes d'un pays à l'autre. D'une façon générale, ils craignent les implications de la crise algérienne sur leur stabilité intérieure. Au Maroc, les mouvements fondamentalistes ont toujours été tolérés et la nature religieuse du pouvoir royal est sans doute un atout majeur contre l'islamisme politique radical. En Tunisie, les partis d'opposition ont montré leur faiblesse lors des élections de 1994. Malgré cela, les Etats maghrébins coopèrent, dans le cadre de l'UMA¹ et ce malgré les contentieux régionaux qui pèsent sur les relations bilatérales notamment entre l'Algérie et le Maroc (Sahara occidental).

L'intégrisme islamiste devient une grande préoccupation pour l'Occident et en particulier pour l'Europe. La prise de pouvoir par les fondamentalistes sur la rive Sud de la Méditerranée pourrait engendrer un retour en arrière des sociétés, des peuples et une augmentation du nombre d'immigrés vers la rive Nord.

L'Occident ne doit pas se désintéresser de ce qui se passe sur sa rive opposée car ses intérêts vitaux pourraient un jour se trouver mis en cause. La France est particulièrement attentive à cette émergence et aux difficultés de l'Algérie du fait de l'importance de la diaspora nord-africaine sur son territoire et des relations entretenues à travers l'histoire avec ce pays.

¹ UMA : Union du Maghreb Arabe.

A ces nombreuses crises nationales s'ajoutent d'aussi nombreuses crises internes, spécifiques de chaque pays, mais qui concourent tout autant à l'instabilité en Méditerranée.

* * *

2 / Mais aussi nationales

Toutes les régions en crise ne seront pas abordées. Seules les plus troublées, celles qui pèsent le plus sur l'équilibre régional et dans lesquelles la France pourrait jouer un rôle important seront abordées.

21 / La crise en ex-Yougoslavie

Le bilan de la guerre entre Serbes, Croates et Bosniaques musulmans est très sévère pour l'Europe. Pour beaucoup, « l'Europe de Maastricht est morte à Sarajevo ». L'UE a démontré son incapacité à agir de concert afin de peser sur le cours des événements. Les démocraties occidentales ont une capacité de prêcher, de conseiller et non d'agir efficacement. Autant la guerre du Golfe avait démontré qu'il était hardi pour un dictateur de s'aventurer en dehors de ses frontières, autant ce conflit a montré le contraire. N'en déplaise à certains et notamment aux Français il aura fallu l'implication américaine pour que le conflit perde de son intensité et que les risques d'embrasement de toute la région ne s'amenuisent. Plus généralement dans les Balkans, les rivalités inextricables opposant Albanais, Serbes, Monténégrins, Bulgares, Roumains, Grecs, Turcs sur les problèmes de frontière paraissent insolubles et pourraient provoquer des conflits militaires d'intensité variable. La France a montré dans les nombreuses initiatives dont elle a été à l'origine son implication dans la région et son désir de participer pleinement à l'effort de stabilité dans la région.

22 / Une Turquie entre Europe et Islam

Depuis 1995, la crise politique turque s'est accélérée. Les laïques doivent relever le défi de la poussée islamiste symbolisée par le parti de la prospérité (REFAH) au pouvoir. Un des plus puissants partis islamistes du bassin méditerranéen disposant de moyens financiers considérables est arrivé au pouvoir par la voie démocratique. Au niveau intérieur, la question kurde demeure un défi très important mais la Turquie n'a pas trouvé les moyens de sortir du cycle diabolique terrorisme-répression. Une aggravation de l'instabilité politique dans ce pays pourrait pousser les militaires à prendre en main les affaires de façon plus étroite. En politique extérieure la Turquie, membre de l'OTAN, se veut un carrefour privilégié entre les Balkans, la Mer Noire, le Moyen-Orient et le Caucase mais reste confrontée à de multiples enjeux (rapports avec le monde musulman, accords militaires avec Israël, question chypriote, intégration dans l'UE). Elle frappe avec insistance aux portes de l'UE et craint qu'au moment où l'élargissement des 15 est à l'étude, celle-ci ne se tourne vers les PECO² plutôt que vers les pays méditerranéens. Depuis 1996, le parlement européen a gelé l'aide communautaire pour 1997 au titre des mesures

² PECO : Pays d'Europe Centrale et Orientale

devant accompagner l'ouverture du marché turc aux produits de l'Union. En réalité l'alliance entre les forces liées aux militaires et aux milieux technocratiques et financiers représentées par MME Ciller et le parti islamique de M Erbakan font de la Turquie une sorte de réplique du modèle indonésien caractérisé par une évolution vers l'islamisme avec un pouvoir dans les mains des militaires et des forces liées aux Etats-Unis et aux institutions financières internationales. Son intégration dans l'UE dépendra sans aucun doute de l'évolution des relations gréco-turcs. Une reprise du dialogue entre les deux pays n'est pas impossible et d'aucuns souhaitent une initiative diplomatique française compte tenu de la qualité particulière des relations entre Paris, Ankara et Athènes.

23 / Une Algérie au bord du gouffre

Ce pays cristallise aujourd'hui l'ensemble des contradictions qui affectent le monde arabe tout entier. Voila maintenant cinq ans que le processus électoral ayant amené le FIS à la majorité absolue a été abrogé. Ce fait a engendré une terrible guerre civile qui a coûté entre 60000 et 120000 morts. Chaque jour la violence est de plus en plus présente en Algérie. Aujourd'hui, 60% de la population algérienne est constituée de jeunes de moins de 20 ans, sans perspective d'avenir et qui constituent donc un terreau privilégié pour les fondamentalistes.

Le bilan économique de ces 30 dernières années est catastrophique, il a donné naissance à des entreprises publiques qui ignorent le principe de rentabilité, à des inégalités sociales, à la corruption et à la déstructuration de la société toute entière. A terme, les deux adversaires ne peuvent envisager de se détruire. L'aide extérieure pourrait favoriser les transitions mais il faudrait qu'elle soit conditionnée par l'observation d'un code de conduite plutôt que par une « **solidarité douteuse avec des élites en place en vue de maintenir des situations instables, sans aucun respect pour les droits de l'homme** ».

L'Algérie se déchire pour un modèle de gouvernement, d'institutions, de développement. Le chef de l'Etat a désormais tous les pouvoirs. Les dernières élections de 1997 n'ont pas permis d'améliorer la situation. Aujourd'hui le FIS a perdu le soutien de nombre de sympathisants qui ne le considèrent plus comme une alternative crédible et préfèrent maintenant les partis légalistes. Les Algériens veulent en finir avec cette guerre. Les groupes armés sont engagés dans une folie meurtrière sans issue.

Soucieuse de stabilité la communauté internationale, dont la France en particulier, considérera longtemps la fermeture du système politique algérien comme une garantie de sécurité non seulement intérieure mais aussi extérieure.

24 / Un processus de paix en panne au Moyen-Orient

« **Après une grossesse de 27 ans, nous avons donné naissance à un prématuré de santé fragile, dont nous ne sommes mêmes pas sûrs qu'il pourra vivre** » (Faysal Hussein, ministre de Yasser ARAFAT). Cette citation conserve depuis l'élection de Benjamin NETANYAHOU toute son actualité. Depuis l'accord signé à la maison blanche, les obstacles ont été nombreux. L'autorité palestinienne n'a pas réussi à interdire aux islamistes radicaux de reconstituer leur bras armé. Dès 1996, le Hamas a repris ses attentats, déstabilisant la majorité de gauche en Israël et entraînant le blocus des territoires. Le premier ministre Shimon PERES en réaction aux tirs du Hezbollah sur le nord d'Israël a déclenché l'opération « Raisins

de la colère » dont 102 civils furent les victimes. Cet événement symbolisa le début de la faillite du processus de paix. Aujourd'hui Benjamin NETANAYOU ralentit l'échange de la terre contre la paix, l'arrêt de la colonisation, toute négociation sur Jérusalem et la création d'un Etat palestinien. Israël est partagé en deux ; d'un coté ce pays veut s'ouvrir en reconnaissant les exigences de son voisin et d'un autre il se sent étranger dans son environnement et cherche à se donner les moyens de survivre. De son coté le chef de l'Autorité Palestinienne voit s'éroder le soutien de sa population et court le risque de se voir débordé par ses opposants politiques mais aussi par des militants de son propre parti.

La question de la Palestine demeure centrale en Méditerranée. Si son règlement ne suffit pas à surmonter tous les problèmes de la région, elle représente une condition sine qua non de stabilité. Si le processus échoue, ce n'est la paix, mais l'ordre américain au Proche-Orient et dans le golfe arabo-persique qui est en péril. L'Europe, et la France en particulier, hésite encore sur la façon de peser sur le processus dominé pour l'instant par les américains, malgré leur volonté affichée de voir émerger un Etat palestinien.

25 / Les ingérences externes

La fin de ce siècle se caractérise par l'abandon des ambitions impériales des grandes puissances. Aujourd'hui, la Russie reste très concernée par la Méditerranée, mais ses moyens ne lui permettent plus d'être influente dans la région. Seule son appartenance au conseil de sécurité de l'ONU lui garantit encore les moyens de son destin particulier. Néanmoins l'actualité récente en Irak vient de nous montrer que la Russie est encore capable de peser sur les équilibres régionaux.

Les Etats-Unis marquent pour des raisons différentes un net repli dans la région. Il n'est pas faux de penser qu'ils tentent de redéfinir leur politique étrangère. L'Amérique, seule puissance globale, ne souhaite pas être responsable du monde. Elle met en place un nouveau système de sécurité en Europe et se tourne clairement vers l'Asie. Le Moyen-Orient n'est plus un objectif prioritaire. La politique des USA en Méditerranée peut se résumer en une phrase : freiner l'UE dans sa quête de devenir une puissance à part entière tout en laissant les Européens jouer un rôle économique indispensable et les utiliser militairement comme partenaire de seconde zone.

La France est en train de retrouver un rôle important dans la région grâce au retrait russe et à l'allégement américain. De plus elle bénéficie d'une image forte et sympathique servie par le souvenir du général de Gaulle et tente, depuis peu, de définir une « nouvelle politique arabe ».

Ainsi l'espace méditerranéen est une région en crise dont le potentiel de déstabilisation régional voire mondial est très grand. Ces risques multiples perçus par tous les acteurs régionaux, les a amené, malgré leurs antagonismes, à mettre sur pied des tentatives de coopération, tant dans le domaine politique qu'économique.

* * *

3 / Des tentatives de coopération.

31 / A la recherche d'une unité.

L'histoire montre la difficulté qu'a éprouvée la Méditerranée à trouver une unité de destin. Celle-ci n'a jusqu'à aujourd'hui été possible que par la conquête d'un de ses riverains. Bien que depuis quelques décennies, la multiplication des conflits, les échecs politiques et économiques, les violations des droits de l'homme ont été un frein à la mise en place d'une coopération digne de ce nom et d'un véritable co-développement avec l'Occident. Les thèses du colonialisme, de la nation arabe, de l'anti-américanisme, du tiers-mondisme se sont entrecroisées au cours des ans et ont donné naissance à des sous-systèmes régionaux. Parmi les tentatives de coopération, nous pouvons en citer quelques-unes qui ont marqué les 25 dernières années. En 1972, l'Italie a proposé une conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée, 1973 voit la conférence des non-alignés se réunir à Alger et les membres non européens de la Méditerranée rejoindre la CSCE. En 1983, le président français lance l'idée d'une conférence de la Méditerranée occidentale, en 1988, le 1er forum méditerranéen des pays du bassin occidental se déroule à Marseille et en 1990 la CSCM³ est lancée.

32 / L'action de l'UE.

Dès 1972, l'Europe a senti tous les bénéfices qu'elle pourrait tirer d'une stabilité en Méditerranée. Elle a pourtant toujours fait preuve de divergences face aux problèmes méditerranéens. En effet, l'Europe du Nord ignore ces pays, alors que ceux du Sud sont directement impliqués dans les problèmes de la rive Sud. L'histoire de la CSCE témoigne de ces luttes. De 1983 à 1990, la question méditerranéenne est enterrée et c'est le choc de la « guerre du golfe » qui fait se réunir les Européens. Cette dynamique s'est très rapidement estompée et le conflit israélo-palestinien a bloqué la conférence sur la Méditerranée. M RHEIN disait **« Tant que les problèmes de la Méditerranée ne seront pas perçus comme étant effectivement importants pour les Européens, ceux-ci ne bougeront pas »**. A défaut d'une politique étrangère commune, les 15 ne savent plus proposer que des zones de libre-échange. Il est pourtant permis de douter que seule l'économie pourra contribuer à une plus grande stabilité dans la région.

321 / La conférence de Barcelone : un retour symbolique de l'UE dans la région.

Donner un nouvel essor à la transition économique des pays tiers méditerranéens (pays de sud et de l'est de la Méditerranée) tout en favorisant la démocratie, les droits de l'homme et aboutir d'ici 2010 à une zone de libre échange, telle est la dynamique enclenchée par la conférence de BARCELONE de novembre 1995. Les relations euro-méditerranéennes n'ont pas permis à l'Europe de peser lourd dans les négociations au Proche-Orient, ni de freiner la marginalisation des PTM⁴. Barcelone est une tentative de rééquilibrage de la politique européenne principalement tournée vers l'Est. **« La déclaration de Barcelone n'est pas une fin en soi, mais le point de départ d'un processus ouvert et appelé à se**

³ CSCM : Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Méditerranée.

⁴ PTM : Pays Tiers Méditerranéens

développer ». En promouvant la croissance dans les PTM, l'Europe veut, dans le cadre d'un partenariat, stabiliser le chômage et atténuer la pression de l'immigration. Ce partenariat comprend trois volets : politique, économique et social. Cet engagement sans précédent traduit la prise de conscience des courants négatifs qui parcourent l'espace méditerranéen. L'impulsion a été donnée par « l'axe latin » et freinée par les Etats d'Europe du Nord. Néanmoins, pour la première fois, tous les membres de l'UE se trouvent impliqués, ce qui est une nouveauté.

322 / Un bilan modeste et des acquis fragiles.

La conférence de Barcelone n'a hélas pas donné entière satisfaction car comme bien souvent en Europe le consensus politique est difficile à trouver et les déclarations de bonnes intentions ne sont pas toujours suivies d'effets. Des trois volets que comporte cette déclaration, le volet économique semble prometteur tandis que le politique est au point mort. De nombreux accords ont été signés entre l'Europe, la Tunisie, Israël, le Maroc et l'Autorité Palestinienne. D'autres sont en cours d'élaboration, notamment avec l'Egypte, la Jordanie et le Liban. Le volet économique est une réussite, mais qu'en est-il du volet politique ?

L'échec de ce volet pourrait remettre en cause les bénéfices de ce processus car un projet de prospérité ne peut réellement voir le jour que si développement économique, sécurité intérieure et extérieure sont corrélés. Dès la deuxième réunion qui se déroulait à Malte, en 1997, le blocage politique a failli faire capoter l'ensemble des accords établis depuis le début de la conférence. L'origine en est l'échec du processus de paix au Moyen-Orient. De profondes divergences entre Israël et les pays arabes ont interdit toute chance d'arriver à un accord politique sur la « Charte euro-méditerranéenne pour la paix et la sécurité ». Il est clair que tant que le conflit avec Israël ne sera pas normalisé, les Etats arabes refuseront tout accord. De plus au Sud, la non participation de la Libye, la crise algérienne et les différends gréco-turcs constituent des entraves majeures à la mise sur pied d'un accord sur la sécurité. Quant au Nord, des différences très fortes existent entre les pays plus « germaniques » et les pays « méditerranéens ».

« Il ne peut y avoir de chances de parvenir à une organisation (même officieuse de la Méditerranée) que si le processus de paix israélo-palestinien et plus largement israélo-arabe connaît une progression satisfaisante. Cela revient à dire que la relance par l'Union Européenne du processus de Barcelone passe par un engagement plus grand dans les négociations proche-orientales, d'autant qu'elle en est le bailleur de fonds »⁵

Cette prise de position montre bien que le chemin de la sécurité en Méditerranée est devant nous. La France, puissance régionale aux liens historiques avec la quasi-totalité des pays concernés peut y jouer un rôle très important.

* * *

⁵ Jean-François DAGUZAN

4 / La position française

41 / Un savoir-faire au service de l'Europe

La France a trois frontières : l'une est atlantique, nous n'en parlerons guère, une autre est à l'Est et ne connaît plus de menace et la dernière est au Sud, c'est la Méditerranée. De par son histoire et sa position géographique la France a une place prépondérante dans les relations entre le Sud et le Nord de la Méditerranée, notamment au Maghreb. Que ce soit par une politique arabe ou méditerranéenne, elle est un acteur historique de cette région. Néanmoins, subissant les pesanteurs du passé, la France et les pays du Maghreb tardent à s'engager sur l'avenir. Les relations n'ont pas toujours été sans heurts (colonisation, décolonisation.) et les différentes parties hésitent à coopérer ouvertement. La meilleure preuve est sans doute le silence et la prudence dont la France fait preuve vis à vis de l'Algérie. Le constat actuel montre que tous les pays de la région sont trop dépendants les uns des autres pour ne pas tenter de faire de la Méditerranée un espace partagé, irrigué de multiples réseaux de coopération. Fort de nos erreurs passés, nous devons aujourd'hui les dépasser et chercher de nouvelles approches car comme nous l'avons vu dans la première partie de cette étude, une partie des menaces de déstabilisation se trouve en Méditerranée.

42 / Des moyens d'action adaptés.

La France est le pays européen le plus à même de jouer un rôle dans la région. Ses moyens d'action sont nombreux, adaptés et disponibles au profit de l'Europe. Tout d'abord, la France possède des relations diplomatiques très anciennes avec la majorité des acteurs que ce soit sur la rive Nord ou Sud. Ce réseau de relations est pour la France mais aussi pour l'Europe une opportunité. Ainsi la France pourrait devenir un « porte-parole » de l'Europe pour les problèmes méditerranéens. De plus culturellement la France, grâce à la francophonie, participe activement à la formation des élites des pays du Sud. Par cette action elle obtient une écoute et une compréhension plus faciles. Ses logiques sont donc mieux comprises. Enfin au niveau militaire, la France fait partie des rares pays ayant la maîtrise de l'intervention rapide et peut mettre ses moyens au service de l'Europe. De plus grâce à l'Eurocorps et à l'Euromarforce dont elle fournit une composante majeure, elle possède des moyens d'intervention militaires adéquats, des logiques de coopération et des savoir-faires dont peu de pays disposent. La France peut donc mettre ses capacités militaires et son expérience au service de l'Europe.

43 / Un renouveau de sa politique dans la région.

Le président Chirac a très vite affirmé une volonté de valoriser les solidarités françaises existantes en Afrique, en Méditerranée et au Proche-Orient et indiqué que ses efforts s'inscriraient dans l'axe du processus de Barcelone. Cela s'est très vite traduit par une diplomatie active dans la région. Ainsi lors de l'opération « Raisins de la colère » menée par les Israéliens en 1996, la France a participé activement au règlement du conflit. Refusant les exigences américaines, soutenue en cela par de nombreux pays dont la Syrie, les initiatives françaises de condamnation d'Israël, d'implication de l'Iran et de promotion de l'Etat libanais lui ont permis de participer, au même titre que les Etats-Unis, au groupe chargé de surveiller la trêve et de voir la majorité de ses propositions retenues dans les

accords finaux. Après la priorité accordée à l'axe Est-Ouest par le président Mitterrand, Jacques Chirac cherche un recentrage sur l'axe Nord-Sud : « **Après avoir détruit un mur à l'Est, l'Europe doit maintenant construire un pont au Sud** ». ⁶ La prise en compte de la dimension sécuritaire vers le Sud a motivé deux initiatives françaises : l'idée d'un pacte de sécurité entre riverains et la revendication du commandement européen pour les forces de l'OTAN déployées en Méditerranée.

44 / La France : Pilier de l'Europe en Méditerranée.

L'Europe, plus germanique que jamais depuis son début d'élargissement, est traversée par deux logiques qui actuellement s'affrontent mais qui pourraient coexister dans une Europe « Puissance ». Il s'agit de la logique germanique tournée vers les PECO et de la logique latine tournée vers le Sud.

Certes tant qu'aucune politique de sécurité commune ne verra le jour, ces deux tendances risquent de s'affronter. Néanmoins, l'Europe prend pleinement conscience des enjeux qui se jouent sur son flanc Sud. Ainsi est-il vraiment déraisonnable de voir les deux logiques cohabiter avec une Allemagne largement tournée vers l'Est et une France vers le Sud ? Non, mais ces propos sont à nuancer car la France possède aussi des intérêts en Europe centrale et orientale qu'elle se doit de valoriser. Il est souhaitable donc de voir émerger la France en tant que pilier majeur d'une Europe plus tournée vers le Sud et désireuse de jouer un rôle moteur dans la résolution et la prévention des conflits naissants.

La France cherche à se poser en porte-parole de l'Union Européenne dans le processus de paix au Proche-Orient et argue de l'engagement financier des européens qui contribuent à 80% du budget de l'assistance aux territoires autonomes pour réclamer un rôle politique à la mesure des engagements et des efforts consentis.

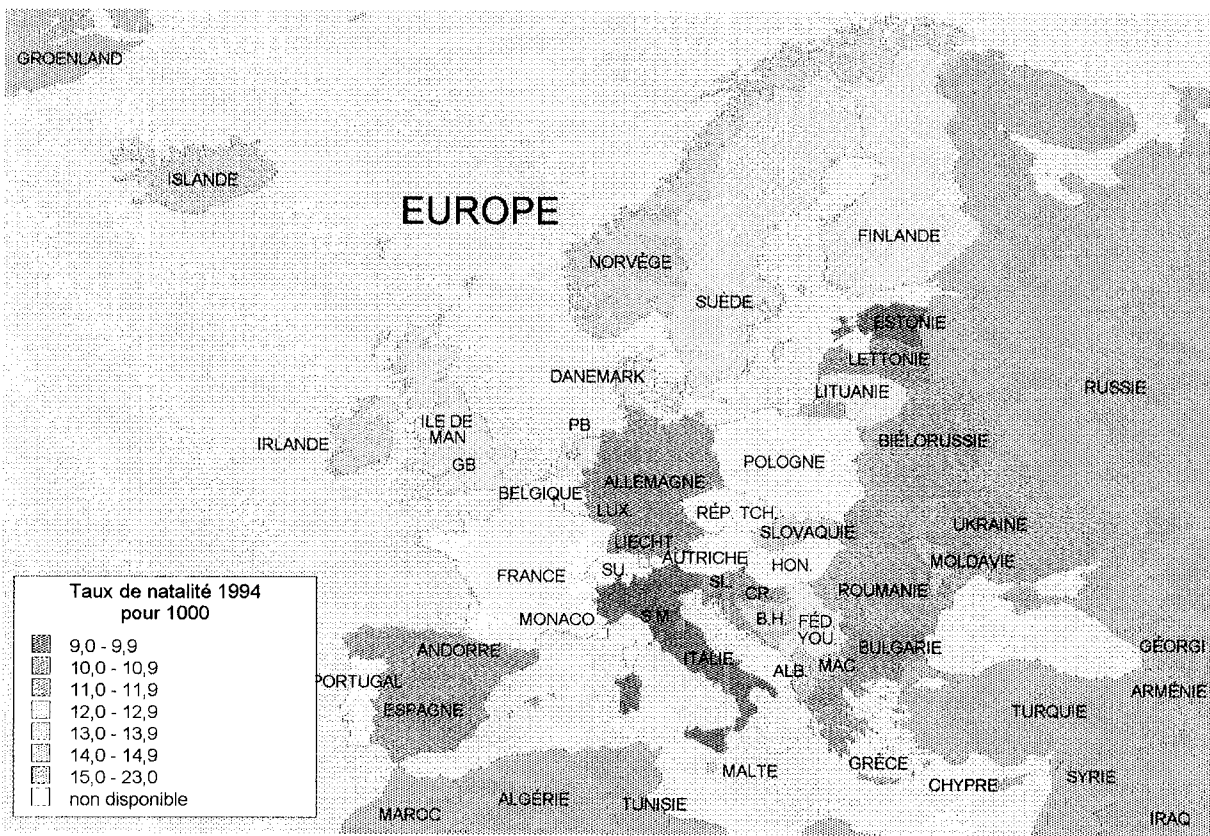
Cette perspective est très importante et tend à montrer que la France est un acteur indispensable et majeur dans cette région du monde.

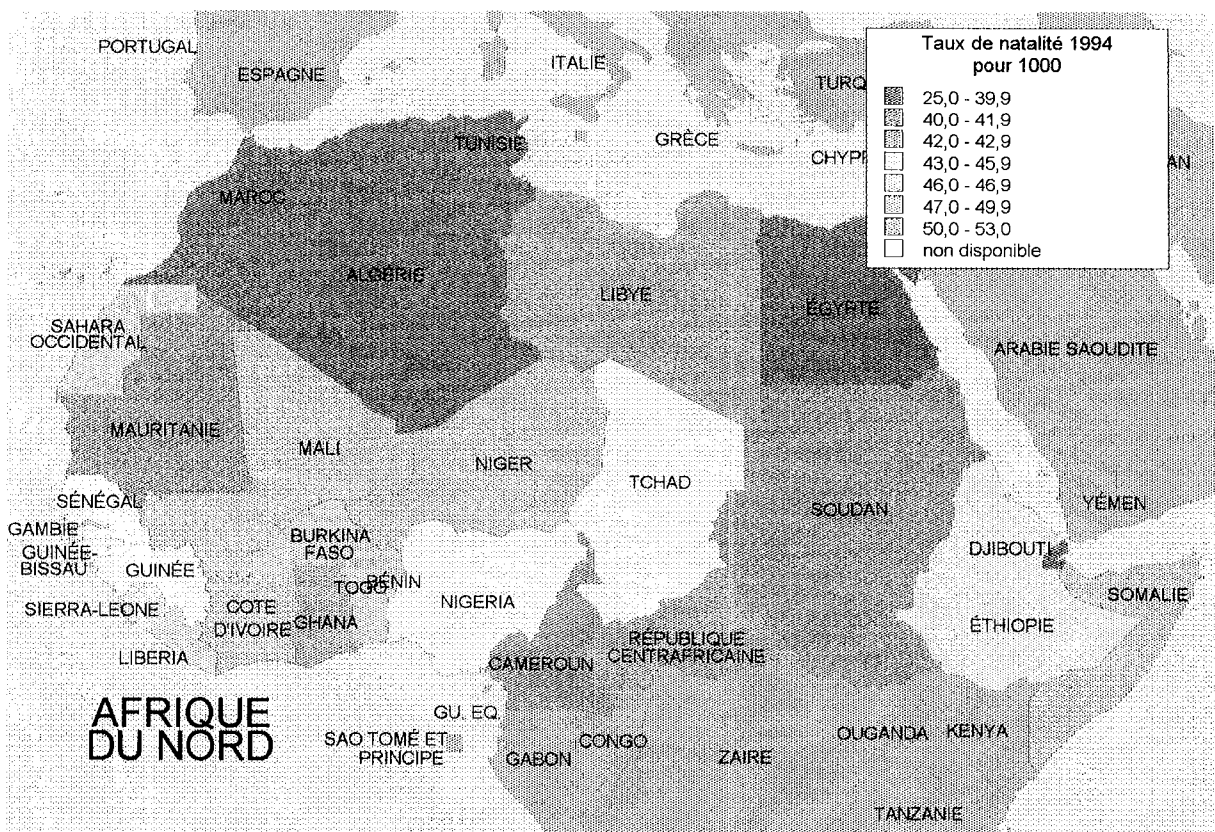
CONCLUSION :

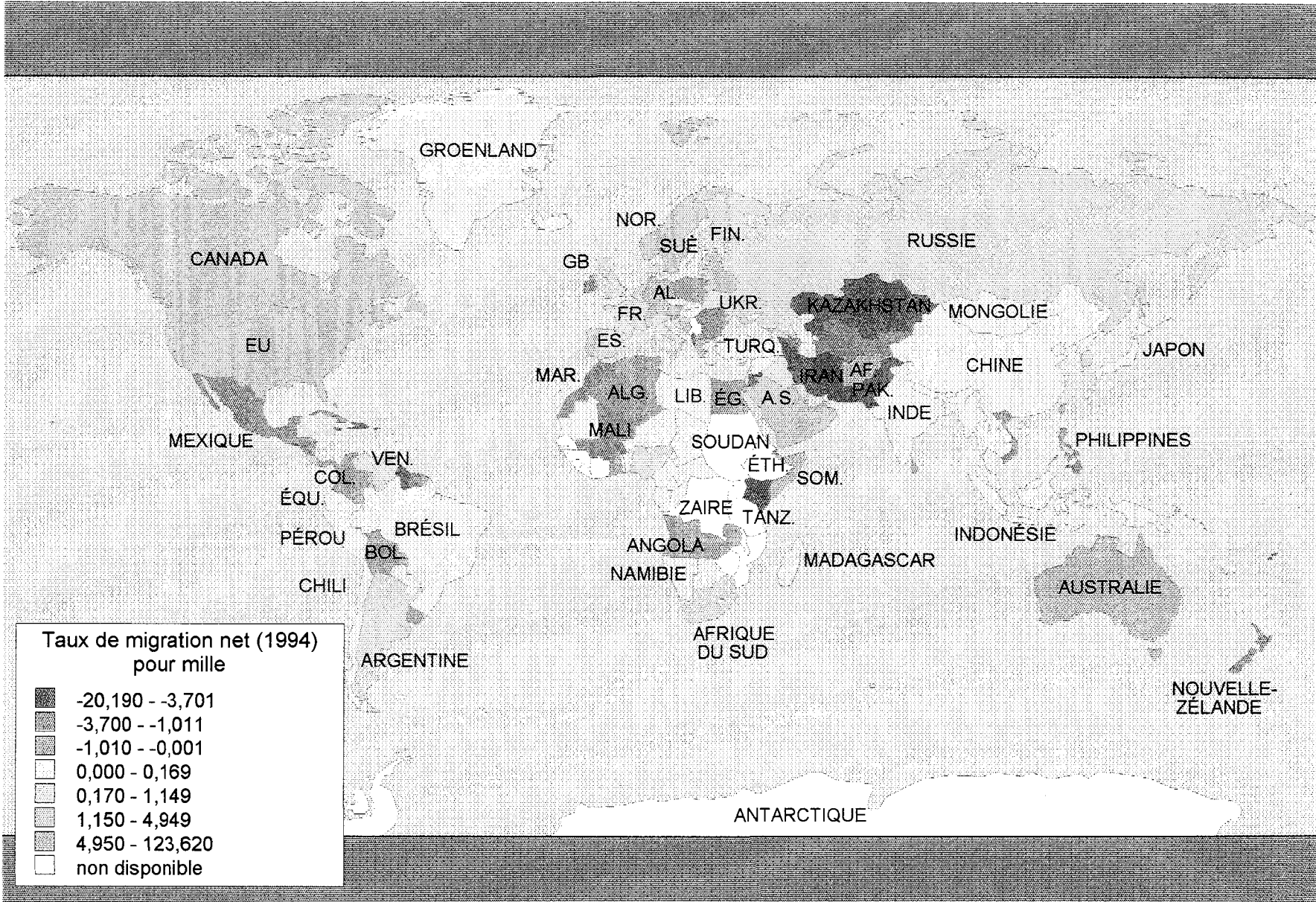
La Méditerranée est en crise grave et sans penser qu'elle puisse représenter à terme un quelconque danger capable de remplacer le « péril rouge », ses évolutions et ses mouvements doivent être suivis de très près. En fait la Méditerranée dans son ensemble est traversée par des déséquilibres et des problèmes susceptibles de dégénérer et de provoquer des embrasements locaux ou régionaux dont le principal reste au Moyen-Orient tant que le processus de paix entre Israël et les pays arabes n'aura pas fait de progrès significatifs.

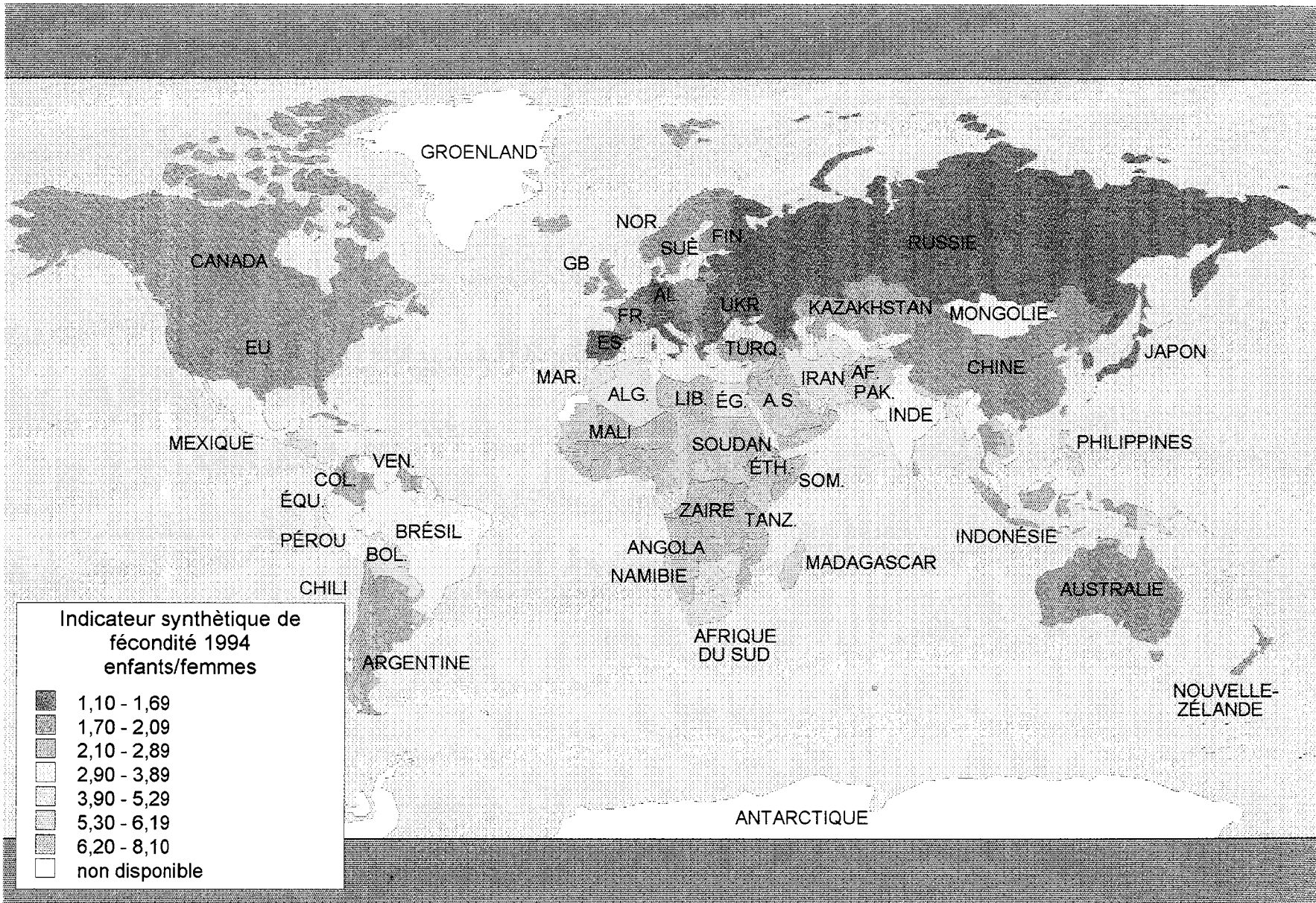
Depuis l'avènement de Jacques Chirac, la France tente de retrouver une place importante en Méditerranée. L'intérêt manifeste pour la Méditerranée orientale permet de sortir du cadre maghrébin souvent porteur d'hésitations. En se démarquant des Etats-Unis, en essayant de définir une « nouvelle politique arabe de la France » et en tentant d'emmener l'Europe dans son sillage, la France se pose en « chef de file » de la diplomatie européenne en Méditerranée. Dans cette perspective elle apparaît en situation de leader naturel et renforce ainsi sa position par rapport à son concurrent allemand dans l'équilibre européen actuel.

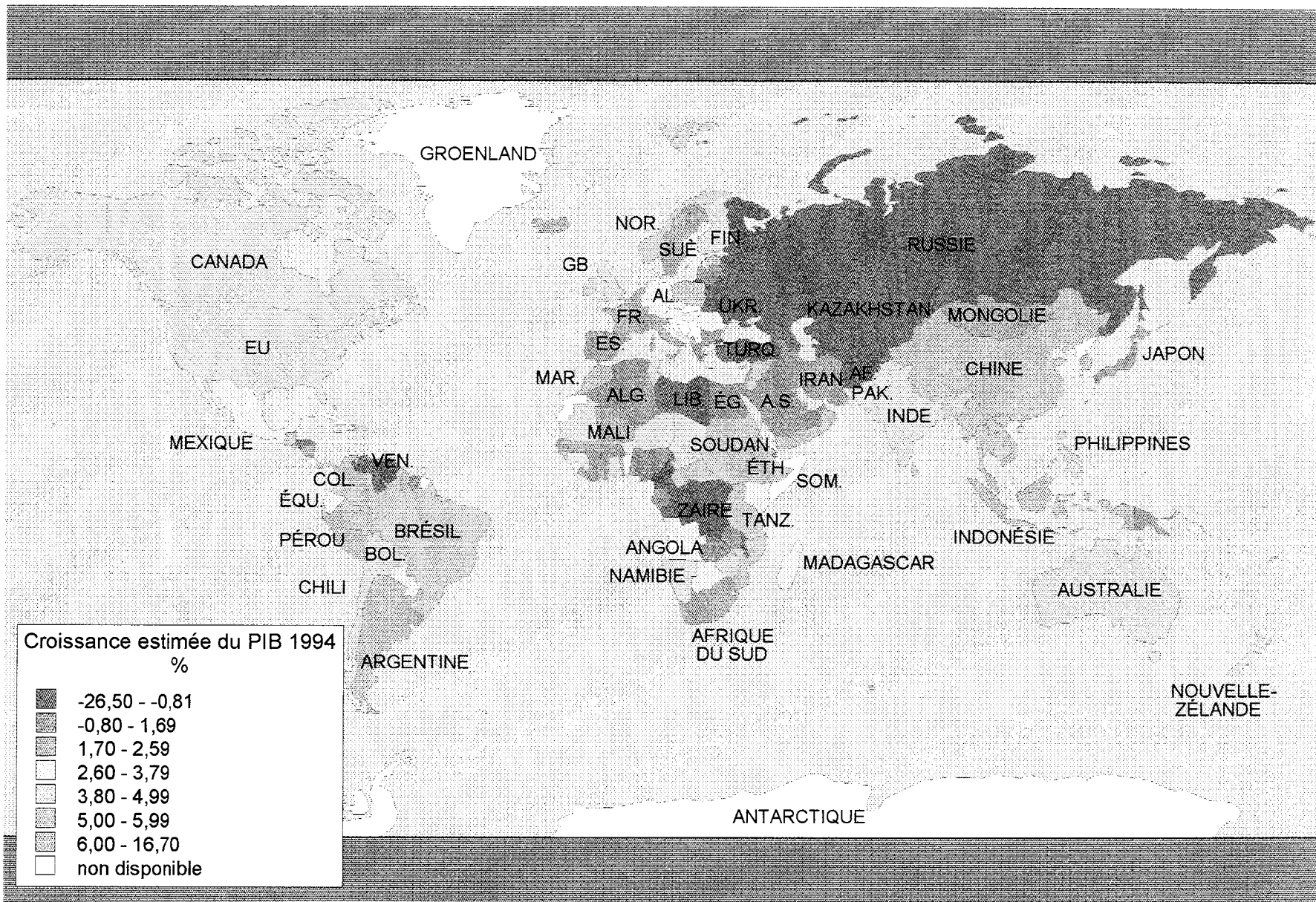
⁶ Jacques Chirac : discours du Caire 1996.











GROENLAND

CANADA

NOR.

GB

SUÈ

FIN

RUSSIE

EU

AL

FR

UKR

KAZAKHSTAN

MONGOLIE

ES

TURQ

MAR.

ALG

LIB

EG

A.S

IRAN

PAK

CHINE

JAPON

MEXIQUE

VEN.

COL

ÉQU.

PÉROU

BRÉSIL

BOL

CHILI

MALI

SOUDAN

ETH

SOM

PHILIPPINES

ZAIRE

TANZ.

INDONÉSIE

ANGOLA

MADAGASCAR

AUSTRALIE

NAMIBIE

AFRIQUE DU SUD

NOUVELLE-ZÉLANDE

ANTARCTIQUE